

État social et pauvreté **Présentation du thème**

Sylvain Lefèvre and Nicolas Duvoux

Number 75, 2016

LSP/RIAC : un demi-siècle de débats sociaux et politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036294ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036294ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lefèvre, S. & Duvoux, N. (2016). État social et pauvreté : présentation du thème. *Lien social et Politiques*, (75), 90–96. <https://doi.org/10.7202/1036294ar>

État social et pauvreté

PRÉSENTATION DU THÈME

Par Sylvain Lefèvre (Professeur – ÉSG, UQÀM)
et Nicolas Duvoux (Professeur – Sociologie,
Université Paris 8)

Avec la collaboration de Stéphanie Gaudet
(Professeure – École d'études sociologiques
et anthropologiques, Université d'Ottawa)

«La mondialisation des échanges économiques, l'endettement des États-nations, l'affaiblissement des capacités à payer des citoyens et le vieillissement des populations constituent le paysage argumentaire où vient trop souvent s'épuiser le débat sur l'État-providence. Pourtant, les politiques sociales ne se réduisent pas aux implications des contraintes financières ou aux aléas du commerce international. Elles posent, comme en filigrane, le problème éminemment politique des rapports entre l'individu et la collectivité, de la matérialité du lien social tel qu'il s'exprime dans les formes diverses de protection de l'intégrité physique de la personne.»
(Fecteau, 1995 : 5)

Contestation de l'État et tournant néo-libéral (années 1980)

À propos des questions sociales et du rôle de l'État, la lecture des articles de *Lien social et Politiques* du début des années 1980 restitue

les différentes dimensions d'un tournant. Premièrement, la critique de l'État, portée par les mouvements sociaux, est centrée sur sa dimension technocratique. L'analyse de la trajectoire des CLSC (Centres locaux de services communautaires), proposée par Bélanger et Lévesque (1988), rend bien compte de cette tension. Initié par des mouvements sociaux dans les années 1970 au Québec, ce dispositif décentralisé et dirigé par la population locale est progressivement « mis au pas », à mesure qu'il s'institutionnalise à la fin des années 1980, par la voie des dynamiques de contractualisation et de marchandisation.

Une seconde dimension est mise en débat dans un numéro de 1985 ayant pour thème « La réflexion sur le local ». Le grand reflux de la dynamique de centralisation laisse place à de nouveaux acteurs, mais au Québec comme en France, c'est la « crise » qui structure le questionnement, qui fait apparaître des opportunités en même temps qu'il conduit à une involution de la dynamique historique fondamentale de centralisation des fonctions sociales (De swaan, 1988). Au Québec, ce tournant s'incarne par exemple, à l'échelle locale, à travers une élection municipale dans un petit village en 1983. Se font face, d'une part, une génération au cœur de la Révolution tranquille, dont sont issus de jeunes intellectuels et fonctionnaires adeptes d'une vision du développement impulsé par l'État et, d'autre part, la génération précédente, avec à l'avant-plan des notables locaux, agriculteurs et petits commerçants. Un documentaire et un débat entre des chercheurs et un réalisateur s'intéressent aux significations de la victoire des seconds qui « reprennent » le pouvoir, comme « premier symptôme du *backlash* généralisé » (RIAC/RICD, 1985).

Ces transformations au Québec sont synchroniques d'évolutions de l'autre côté de la frontière américaine. En effet, le thème du *backlash* est aussi structurant dans le dossier de 1986 sur les politiques sociales aux États-Unis, qui restitue les lignes de force d'un débat à la fois universitaire et politique. Jenkins et Miller (1986) dénoncent les dégâts sociaux des compressions budgétaires, tandis que Charles Murray propose au contraire d'abroger les programmes sociaux (Murray, 1986) dans « L'assistance sociale, une proposition ». Dans la lignée de son ouvrage *Losing Ground*, publié en 1984, il développe une perspective malthusienne caricaturale, mais dont les thèmes feront florès par la suite : critique d'une « culture de la dépendance » qu'entretiendrait l'État social, « préférence pour le chômage » de certaines populations (notamment les familles noires monoparentales), moralisation de la question sociale, nécessité de la conditionnalité de l'aide grâce au *workfare* (*Work-for-Welfare*).

Recomposition ou redécouverte du visage pluriel des solidarités ? (années 1990)

L'implication de l'État dans la réponse à la nouvelle question sociale, et la définition de son rôle et du périmètre de son intervention, concomitant de l'essoufflement des dynamiques sociales des Trente Glorieuses, sont au cœur des numéros publiés entre 1988 et 1995. La portée et la mesure exacte du rôle de l'État relèvent aussi du fait qu'il a été précédé par une providence non étatique (Fecteau, 1995), sous l'orbite de philanthropes, et qu'il soit intervenu comme tiers dans les relations économiques et sociales au cours du XX^e siècle. De même, l'intervention de l'État a conduit à une déterritorialisation des solidarités, largement mises en œuvre au niveau local. «Repenser les solidarités étatiques», tel est en effet le titre de la présentation donnée au numéro de 1988 (Hamel, 1988). Réagissant à l'idée d'une «crise de l'État-providence» diffusée en France notamment par Pierre Rosanvallon (1981), les coordonnateurs du numéro mettent en lumière le déclin des prérogatives et des prétentions de l'État, et s'interrogent sur la nécessité de «réencastrer la solidarité dans la société». En interrogeant d'emblée l'État, leur réflexion met en perspective l'ensemble des frontières instituées au cours de la période précédente (public/privé – national/local/international, etc.). La crise dans laquelle le rôle de l'État est interrogé est indissociablement une crise du travail et de sa capacité à structurer des groupes sociaux constitués d'acteurs sociaux organisés. Le constat est celui d'une position ambiguë de l'État : contesté dans ses prérogatives et dans sa capacité à organiser la société (par la planification) en s'appuyant sur des groupes sociaux organisés autour de la production, il apparaît de plus en plus comme un recours. Ce n'est pas le moindre des intérêts de ce numéro, qui porte sur la dynamique de la construction de l'État social au XX^e siècle, que de pointer son réinvestissement nécessaire dans la période d'affaiblissement du rôle de l'État dans l'économie.

C'est encore la centralité des rapports à l'État qui constitue le fil directeur du numéro sur l'informel (Nélisse, Herscovici et Moulin), en 1994. L'État-providence a structuré des modes d'action et leur a octroyé un degré de formalisation qui était, à bien des égards, la condition de possibilité d'un encadrement du monde social, ou d'une organisation de la modernité, pour parler comme le sociologue allemand Peter Wagner (1996). Les recours à la société civile pour pallier les déficiences de l'État prennent des formes diverses et contiennent une invocation à l'engagement moral, qui n'est

pas sans renverser profondément le courant d'éliasion de la morale qui avait caractérisé l'édification de l'État social. L'intérêt de la perspective développée est de chercher à dépasser l'opposition binaire entre l'État et la société civile, afin de restituer les articulations précises entre action publique et solidarités privées, à l'image de la contribution de Bruno Jobert (1988).

Dans les introductions de ces trois numéros, l'on voit poindre des lignes d'interprétation d'un mouvement qui ne cessera de s'accroître lors des décennies suivantes (Hassenteufel et Pallier, 2001 ; Serre et Pierre, 2001). Faut-il insister sur les différences entre processus nationaux (de développement du néolibéralisme comme de retour du local) ou identifier les processus de convergence ? Faut-il voir dans cette crise de l'État et de sa capacité de réguler l'ensemble de la société (et donc d'agréger les informations qu'elle produit et contient) une menace ou une opportunité ? De ce point de vue, il est important de signaler la concomitance de la publication du numéro par Jean-Marie Fecteau sur les « généalogies de l'État providence » (1995) avec deux travaux majeurs qui ont, la même année, largement remis cette question au centre du débat intellectuel et politique en France : *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence* de Pierre Rosanvallon et *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat* de Robert Castel¹. Soulignons aussi les échos d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, à cette période, des réflexions sur le rôle de l'État dans le développement régional, qui organisent la compétition entre les territoires tout en se proclamant garant de la cohésion sociale, comme le montre Jean-Luis Klein (1995) au Québec.

Un retour des inégalités ? (années 2000)

Ces réflexions cèdent la place, dans la décennie 2000, à une interrogation sur les mécanismes générateurs des inégalités. Parmi eux, le questionnement sur la disparition du langage des classes sociales pour interpréter les inégalités sociales est porté par le numéro de 2003, *Des sociétés sans classes ?* Les réflexions rassemblées à l'occasion de ce numéro font ressortir une diversité de points de vue sur les classes sociales, leur importance objective maintenue et leur dimension subjective déchuée. Yasmine Siblot fait ainsi apparaître, dans le cas d'une administration (La Poste), la précarisation du public et l'importance de s'intéresser aux strates

sociales qui traversent de grands ensembles perçus comme homogènes (Siblot, 2003) (voir aussi la contribution de Christelle Avril [2003] dans ce même numéro). L'individualisation de la représentation des inégalités est peut-être l'un des éléments idéologiques qui constituent de la manière la plus nette la configuration des inégalités que d'autres sociologues interrogent à la même période. Ainsi, François Dubet (2003), dans un article du même numéro, soutient qu'on doit continuer à utiliser la notion de classe sociale, moins comme une cartographie fidèle de la stratification sociale de nos sociétés que comme outil d'analyse permettant de rendre compte de la domination sociale et de l'expérience subjective des acteurs.

Pour ce qui concerne les transformations de l'État, l'influence de la perspective de la Troisième Voie, ici interrogée pour ses thèses scientifiques sur le déclin de la structuration de la société autour d'un conflit de classes, a trouvé une actualisation dans une affirmation de la notion de choix, étudiée en 2010 dans un numéro coordonné par Jane Jenson et Nicolas Duvoux (2011), et qui reprend en partie les enjeux soulignés dans le numéro de 2003.

Un autre élément marquant des années 2000, également étudié par Jane Jenson, est la redéfinition de la clef de répartition entre l'État, les familles et le marché, à travers la promotion du paradigme de « l'investissement social ». Au Canada, il s'incarne dans le ciblage des interventions de l'État social vers les enfants, un « bon placement » pour l'avenir, tandis que les populations assistées de quelque façon (dont il n'est pas rare que les parents de ces mêmes enfants fassent partie) représentent un investissement « à fonds perdu ». Ces dernières sont de plus en plus traitées comme un bassin de main-d'œuvre bon marché à intégrer au marché du travail, souvent par une forme quelconque de *workfare* (Jenson, 2000). Aux mesures universelles succèdent des ciblage de plus en plus précis, et à l'horizon de l'égalité des conditions, l'égalité des chances.

Enfin, le retour au premier plan de la philanthropie, pourtant longtemps perçue comme une préhistoire de l'État social, ne manque pas d'interroger le lecteur, à l'aune de ce parcours historique. La lecture de l'article de Ducharme et Lesemann (2011) permet de saisir à la fois le retour en grâce de formes très behavioristes d'intervention sociale pour contrer la pauvreté, par la promotion de « saines habitudes de vie » et l'apparition de nouveaux « partenariats public-privé » philanthropiques. Dans ce domaine là aussi, les transformations contemporaines au Québec et en France ne sont pas sans lien (Alam, 2011), malgré des structures de l'État social fort différentes.

Note

¹ Il faut noter que, parallèlement à ces débats académiques sur le rôle de l'État, des mobilisations sociales importantes se déroulent en 1995 dans les rues de France et du Québec : manifestations contre la réforme de la protection sociale en France (loi Juppé), et Marche du pain et des roses au Québec.

Références bibliographiques

- « Les "Illusions tranquilles" et le pouvoir local. Table ronde ». 1985. *RIAC / IRCD*, 13/53 : 109-115.
- Alam, Thomas. 2011. « Quand l'expert montre la lune, le sociologue regarde le doigt. L'expertise d'un think tank européen destiné à la promotion d'un PPP en santé », *Lien social et Politiques*, 65 : 225-249.
- Avril, Christelle. 2003. « Quel lien entre travail et classe sociale pour les travailleuses du bas de l'échelle ? L'exemple des aides à domicile auprès des personnes âgées dépendantes », *LSP/RIAC*, 49/89 : 147-154.
- Bélanger, Paul R. et Benoit Lévesque. 1988. « Une forme mouvementée de gestion du social : les CLSC », *RIAC/IRCD*, 19/59 : 49-64.
- De Swaan, Abram. 1988. *In Care of the State: Health Care, Education and Welfare in Europe and the USA in the Modern Era*. New York/Cambridge, Oxford U.P./Polity Press.
- Dubé, François. 2003. « Que faire des classes sociales ? », *LSP/RIAC*, 49/89 : 71-81.
- Ducharme, Élise et Frédéric Lesemann. 2011. « Les fondations et la "nouvelle philanthropie" : un changement de paradigmes scientifiques et politiques », *Lien social et Politiques*, 65 : 203-224.
- Duvoux, Nicolas et Jane Jenson. 2011. « Présentation : services publics à la carte ? Le choix comme valeur sociale », *Lien social et Politiques*, 66 : 7-15.
- Fecteau, Jean-Marie. 1995. « Un cas de force majeure : le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle », *LSP/RIAC*, 33/73 : 107-113.
- Hamel, Pierre, Hélène Manseau et Guy Saez. 1988. « Repenser les solidarités étatiques », *RIAC/IRCD*, 19/59 : 3-6.
- Hassenteufel, Patrick et Bruno Palier. 2001. « Le social sans frontières ? Vers une analyse transnationaliste de la protection sociale », *LSP/RIAC*, 45/85 : 13-27.
- Jenson, Jane. 2000. « Le nouveau régime de citoyenneté du Canada : investir dans l'enfance », *LSP/RIAC*, 44/84 : 15.
- Jobert, Bruno. 1988. « Action publique et solidarité civile : le cas du maintien à domicile des personnes âgées », *RIAC/IRCD*, 19/59 : 89-93.
- Klein, Juan-Luis. 1995. « De l'État-providence à l'État accompagnateur dans la gestion du social : le cas du développement régional au Québec », *LSP/RIAC*, 33/73 : 133-141.
- Miller, S. M. et Margaret Jenkins. 1986. « L'offensive contre l'État-providence aux États-Unis », *RIAC/IRCD*, 16/95 : 105.
- Murray, Charles A. 1986. « L'assistance sociale : une proposition », *RIAC/IRCD*, 16/56 : 113-118.

Nélisse, Claude, Anne Herscovici et Madeleine Moulin. 1994. « Les formes de l’informel », *LSP/RIAC*, 32/72 : 5-13.

Rosanvallon, Pierre. 1981. *La crise de l’État-providence*, Paris, Le Seuil.

Serre, Marina et Frédéric Pierru. 2011. « Les organisations internationales et la production d’un sens commun réformateur de la politique de protection maladie », *LSP/RIAC*, 45/85 : 105-128.

Siblot, Yasmine. 2003. « Les relations de guichet : interactions de classes et classements sociaux », *LSP/RIAC*, 49/89 : 183-190.

Wagner, Peter. 1996. *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié.